

Louis Michel

«Le MR exige soit le poste de Premier ministre soit celui de commissaire»

INTERVIEW
MARTIN BUXANT

Vétéran des négociations gouvernementales et – accessoirement – père du formateur Charles Michel, Louis Michel nous livre son analyse de la situation politique.

La formation du gouvernement fédéral avance à bonne cadence, j'imagine que vous êtes satisfait...

À partir du moment où la seule option de coalition était celle-là, je ne demande qu'une chose c'est que cette formation de gouvernement puisse réussir. Notre pays a besoin de stabilité. On ne peut plus se payer une crise politique de 541 jours.

C'est la coalition de rêve pour les entreprises qui est en train de se mettre en place: les quatre partis n'ont que le mot «compétitivité» à la bouche.

On n'a pas le choix. Regardez: l'exemple vient d'ailleurs. Même en France, Manuel Valls a compris. Cet exemple-là met mal à l'aise le PS et le cdH, mais c'est ainsi: le gouvernement socialiste de Valls a manifestement fait aujourd'hui la même analyse que nous. Il n'y a pas d'autre issue. Si on ne diminue pas les charges sur les entreprises, dans un climat de compétition qui est toujours plus serré, on ne créera pas d'emploi. Vous savez, je suis un grand défenseur de la sécurité sociale. Mais si on veut préserver la sécurité sociale et le bien-être des gens, il faut pouvoir le payer. Dire qu'on va donner la priorité aux bas revenus et aux gens les plus fragiles, c'est facile. Mais comment payez-vous cela si vous ne créez pas d'emploi?

Le gouvernement Di Rupo n'écoutait pas assez les entreprises?

Non. Malgré toutes les alertes qui ont été exprimées, ce gouvernement s'est entêté dans une politique de dépenses publiques importantes. Quand on voit le pourcentage du PIB qui est avalé dans les dépenses publiques, on comprend tout de suite qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Cela ne veut pas dire qu'il faut toucher aux dépenses de protection sociale, mais il faut retrouver une modération dans les ratios de dépense. Il faut expliquer aux gens qu'on ne peut simplement pas dépenser ce qu'on ne crée pas comme valeur ajoutée.

Là, vous prônez de basculer dans l'austérité...

Ce n'est pas du tout de l'austérité! Il faut privilégier les moyens dont on dispose pour agir intelligemment. Il faut rendre du pouvoir d'achat, notamment aux classes moyennes via une réforme fiscale intelli-

gente, pour qu'ils réalimentent la pompe économique. Et surtout éviter de dilapider des fonds en dépenses publiques.

En tant qu'ex-commissaire européen, que pensez-vous des débats actuels autour du report des retours à l'équilibre budgétaire?

Je ne suis pas un intégriste budgétaire, ni un ayatollah des chiffres, mais j'ai une crainte: on connaît le problème de compétitivité qu'ont nos entreprises depuis des années, je ne suis pas a priori très chaud pour retarder les échéances budgétaires. On doit faire le travail qui doit être fait.

Vous êtes connu comme un libéral-social. N'avez-vous pas peur que des partis plus durs comme la N-VA ou l'Open VLD ne vous emmènent vers une politique trop droitrière?

Je pense qu'au sein de cette coalition il y a deux partis, le MR et le CD&V, très attentifs à la protection du plus faible et de notre tissu social. Il faudra trouver un équilibre.

Cette coalition ne va pas aller chercher l'argent du côté de la finance et de la spéculation...

On verra bien l'équilibre. Mais du côté du MR, on n'a jamais été favorable à la spéculation. On sait que si on fait une grande réforme fiscale, il faudra nécessairement trouver des compensations. Nous ne sommes pas bornés, on se rend bien compte que la fiscalité doit être réformée.

Les syndicats ont déjà la suédoise dans le collimateur...

Pourtant, nous avons le plus grand respect pour les syndicats et nous allons travailler avec eux. Mais franchement, quand je lis des leaders syndicaux qui annoncent des émeutes ou un bond de 50 ans en arrière, ça vous paraît crédible et responsable ce genre d'analyses? Tout ce qui est excessif est insignifiant. De même quand je lis des attaques au vitriol de trois constitutionnalistes – dont un Marc Uyttendaele n'est pas connu pur sa neutralité –, que je les vois tordre le prescrit constitutionnel pour attaquer un processus de formation gouvernementale, je trouve cela bizarre. Mais je ne veux pas lancer de polémique, je respecte les académiques.

Regrettez-vous que le cdH ne soit pas monté à bord?

Oui, bien sûr que oui. Cela aurait été utile. On savait bien que le CD&V et N-VA étaient inséparables en Flandre.

On aime ou on n'aime pas la N-VA, elle représente ce qu'elle représente comme

poids politique.

Le CD&V n'était pas en position de faire un gouvernement fédéral sans la N-VA; à

partir de là, il fallait prendre ses responsabilités pour éviter le chaos.

Mais avant ça, on a eu le Parti socialiste et le cdH qui se sont alliés dans les Régions en ignorant la victoire électorale du MR.

Est-ce que vous gardez la porte de cette coalition ouverte au cdH ou le train fédéral est définitivement parti?

Ce n'est pas à moi à répondre à cette question. On a proposé au cdH de venir avec nous dans cette coalition, on ne lui a jamais fermé la porte. Mais si vous voulez mon sentiment, c'est qu'il ne faut pas trop pousser. Nous ne sommes pas du tout dans un esprit de vengeance ou de revanche, le vin est tiré, il faut le boire. Mais je pense que le mépris dont a fait preuve le cdH à notre égard – vous savez, c'est très rare un tel mépris en politique belge à l'égard d'un parti qui a gagné les élections – est gravissime, surtout pour nos électeurs. D'ailleurs, on sent le malaise au cdH et c'est bien normal – chez leurs leaders d'opinion ou leurs parlementaires. Ils ne comprennent pas la manière dont tout cela s'est fait. Le côté irrationnel de cette opération politique leur échappe. D'autant que chacun voit que ce parti est actuellement à son minimum historique.

Pendant la campagne électorale, vous avez claironné que vous détestiez le nationalisme et que la N-VA était imbuvable. Vous voilà assis à leurs côtés dans une formation gouvernementale. C'est un sacré retournement de veste.

On avait le choix entre une crise, le chaos, l'aventure et faire ce qui était possible. Il est évident que le nationalisme n'est pas notre tasse de thé: mais on a choisi la moins mauvaise des solutions pour éviter la crise à la Belgique, puisque le CD&V ne voulait pas lâcher la N-VA. Vous savez, si les francophones sont minoritaires dans ce gouvernement, c'est la faute du cdH. On leur a proposé de nous rejoindre.

Pour le poste de commissaire européen, vous soutenez la candidature de Didier Reynders?

Il n'y a aucune photo possible: il est de très loin le meilleur candidat que la Belgique puisse avoir pour ce poste. Avec le CV qu'il a, je peux vous assurer que Reynders pèsera très lourd dans les débats au sein de la Commission européenne.

Quand le CD&V essaye de pousser Marianne Thyssen, vous dites: halte-là?

Je n'ai pas à dire halte-là, mais je ne vois pas comment le MR pourrait accepter que ce soit un CD&V. Ou bien c'est le poste de Premier ministre pour le MR ou bien c'est le commissaire.

Le MR ne doit-il pas revendiquer le poste de Premier ministre?

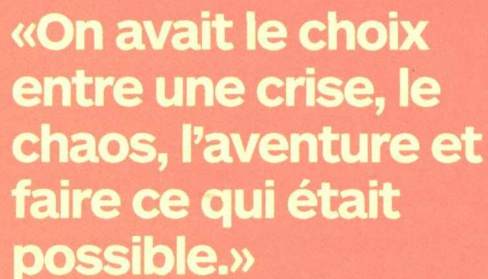
Tout le monde sait que nous pouvons revendiquer ce poste, mais on ne veut pas créer de difficultés. Au Parlement, nous avons deux députés de plus que le CD&V.

Est-ce que Charles Michel ferait un bon**Premier ministre?**

Ce n'est pas à moi de le dire. Je pense qu'il a fait une démonstration éclairante de ses qualités de leader et d'homme politique respectueux des autres. Le respect, c'est essentiel.

Il est compétent politiquement et techni-

quement, en outre il est de bonne volonté. Il essaye de voir honnêtement les intérêts de son pays tout en tenant compte de son parti et de son programme.



**«On avait le choix
entre une crise, le
chaos, l'aventure et
faire ce qui était
possible.»**